

UN ÉTAT RÉSERVÉ AUX RÉFUGIÉS : FOLIE OU IDÉE DE GÉNIE ?

Daardar - 19 août 2015 - Traduit par Mélusine Vigneron et Guillaume Deneufbourg depuis [Newsmonkey](http://newsmonkey.be/article/50282) <http://newsmonkey.be/article/50282>

Un milliardaire américain a imaginé une solution plutôt originale pour répondre au problème des réfugiés : leur créer un État rien qu'à eux, de préférence sur une ou plusieurs îles inhabitées. Folie ou idée de génie ? Que ce soit pour échapper à la guerre, aux persécutions liées à leurs convictions religieuses ou politiques, ou tout simplement à la pauvreté, quelque 60 millions de réfugiés sillonnent actuellement le monde en quête d'un avenir meilleur. Ce chiffre augmente chaque année et a presque doublé depuis l'an 2000.

Faute de place, l'Europe, les États-Unis et l'Australie ne peuvent accueillir tous ces gens, constate Jason Buzi, un milliardaire qui a fait fortune dans l'immobilier. Celui qui fut le créateur du célèbre Hidden Cash (NDLR : une chasse aux billets grandeur nature organisée via Twitter et qui a fait le buzz en 2014) a donc eu l'idée de mettre sur pied le projet « Refugee Nation », puisque « les gouvernements du monde entier ne sont pas parvenus à résoudre le problème et qu'il est temps d'y trouver une solution radicale ».

Un nouvel État

Quelle solution radicale ? Donner à tous ces réfugiés une île qui deviendrait leur État. « Il est intolérable de voir notre société moderne rester les bras croisés face au problème des réfugiés, alors que des millions de personnes à travers le monde vivent dans la misère, sans la moindre perspective d'amélioration », dénonce-t-il. « Demandez donc à ces millions de réfugiés ce que cela fait de rester reclus 10, 20 ou 30 ans dans un camp de fortune dans l'attente d'une vie normale, de droits et d'un toit. »

Quatre scénarios

Jason Buzi a imaginé quatre scénarios pour la création de sa « Nation des réfugiés » : dans une région peu peuplée d'un pays développé ; sur une ou plusieurs îles inhabitées (d'Indonésie ou des Philippines, par exemple) achetées par la communauté internationale ; dans un pays faiblement peuplé qu'on aurait convaincu de s'ériger en nouvelle nation des réfugiés (comme la Dominique) ; ou sur une île entièrement construite dans les eaux internationales.

Le milliardaire reconnaît qu'il ne s'agit que d'une première étape et a conscience qu'il ne sera pas aisé de mettre un pouvoir en place dans un nouveau pays de ce genre. Mais idéalement, dit-il, « ma *Refugee Nation* sera démocratique, pluraliste et majoritairement capitaliste ».

Preuve

Afin de faire connaître son projet, M. Buzi a financé un site Internet et une équipe de lobbyistes. Il fait avant tout appel aux « milliardaires du monde entier », mais aussi aux Nations unies, à des pays tels que les États-Unis et à l'Union européenne, « qui consacrent énormément d'argent à cette problématique, mais sans aucun résultat ». M. Buzi estime le coût de son projet à plusieurs dizaines de milliards. Mais il rappelle qu'« il existe plus de 2 000 multimilliardaires sur terre. Et si seuls 10 % d'entre eux y participaient, nous pourrions y arriver ».

Pour M. Buzi, Israël est la preuve vivante que son plan peut marcher : « cet État avait été fondé dans ce but, mais exclusivement pour les réfugiés juifs ».